



---

**Commission économique pour l'Europe**

Conférence des statisticiens européens

**Groupe d'experts de la comptabilité nationale****Vingt et unième session**

En ligne

**Rapport du Groupe d'experts de la comptabilité nationale  
sur sa vingt et unième session****Note du secrétariat***Résumé*

La session a été organisée en application d'une décision prise par la Conférence des statisticiens européens en juin 2021 (ECE/CES/2021/16 et ECE/CES/2021/16/Add.1) et de la recommandation issue de la précédente session du Groupe d'experts de la comptabilité nationale, tenue en mai 2021 (ECE/CES/GE.20/2021/2). En raison de la pandémie de COVID-19, elle s'est tenue en ligne.

Le présent document, qui constitue le rapport du Groupe d'experts, a pour objet de rendre compte à la Conférence des statisticiens européens de l'organisation et des résultats de la session.



## I. Introduction

1. La session du Groupe d'experts de la comptabilité nationale s'est tenue en ligne les 17, 19, 23 et 25 mai 2022. Des représentants des pays suivants y ont participé : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Libye, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tadjikistan, Tchéquie, Türkiye, Turkménistan, Ukraine et Uruguay.
2. Des représentants des entités suivantes ont également assisté à la session : Association européenne de libre-échange (AELE), Banque africaine de développement (BAfD), Banque centrale européenne (BCE), Banque mondiale, Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Turkménistan, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Commission européenne (Eurostat, Centre commun de recherche – CCR), Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants (CIS-STAT), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Division de statistique de l'ONU, Fonds monétaire international (FMI), Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (ISAP) de l'ONU et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
3. Ont également participé à la réunion des universitaires (HIVA – Research Institute for Work and Society – KU Leuven, Université de Tours et Université d'Uruguay), des experts de MetricsForTheFuture.com, Robin Lynch Ltd et Midsummer Analytics et plusieurs experts indépendants.
4. M. Gerard Eding (Statistics Netherlands) a présidé la session.
5. L'ordre du jour provisoire a été adopté.

## II. Organisation de session

6. L'objectif de la session de 2022 du Groupe d'experts de la comptabilité nationale était de faire le point sur l'avancement de la mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements, ainsi que sur les résultats des récentes consultations mondiales dont les notes d'orientation avaient fait l'objet. Les participants ont examiné les faits nouveaux et les notes d'orientation qui seront publiées dans les domaines de la communication, de la mondialisation et de la transition numérique. Dans le cadre du programme de recherche du SCN, ils ont également étudié l'évolution du bien-être et de la durabilité, ainsi que les progrès récemment accomplis en vue de mesurer l'économie informelle dans le contexte de la mise à jour du SCN 2008 et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements.
7. Les questions de fond suivantes ont été examinées au cours des quatre réunions en ligne de la session :
  - Mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements ;
  - Communication, mondialisation et transition numérique : faits nouveaux ;
  - Bien-être et durabilité ;
  - Économie informelle.

### III. Résumé des principales conclusions de la session

8. On trouvera ci-après les principales conclusions de la session. Tous les documents s'y rapportant sont disponibles à l'adresse <https://unece.org/info/Statistics/events/362758>.

#### A. Mise à jour du Système de comptabilité nationale 2008 et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements

9. Gerard Eding (Statistics Netherlands et Président du Groupe directeur de la comptabilité nationale de la CEE) a présidé la session et James Tebrake (FMI) a fait office d'animateur. Les exposés ont été présentés par la Division de statistique de l'ONU, ainsi que par le rédacteur en chef et le chef de projet de la mise à jour du SCN.

10. À la session, les participants ont été informés du plan du projet et de la structure proposée pour la version révisée du Système de comptabilité nationale (SCN) et du Manuel de la balance des paiements. Ils ont ainsi pu prendre en compte les progrès réalisés pendant l'année écoulée, faire le point sur les activités en cours et prévues et remercier tous les pays qui avaient formulé des observations et apporté des contributions à la mise à jour du SCN.

11. La mise à jour du SCN était menée parallèlement à celle du Manuel de la balance des paiements, et toutes deux devraient être achevées en mars 2025. Des équipes de travail ont été constituées pour établir des notes d'orientation sur les questions prioritaires du programme de recherche du SCN. Ces notes d'orientation étaient envoyées à tous les pays pour une consultation mondiale et étaient ensuite approuvées par le Groupe consultatif d'experts de la comptabilité nationale et, si besoin, par le Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI avant que leur incorporation dans le SCN et le Manuel de la balance des paiements révisés soit entérinée.

12. Les participants ont pris acte des progrès notables accomplis au cours de l'année dernière : les équipes de travail avaient avancé dans la rédaction des notes d'orientation convenues et le chef de projet, le rédacteur en chef et l'équipe de rédaction avaient pris leurs fonctions. Vingt notes d'orientation étaient allées jusqu'au bout du processus et avaient été approuvées par le Groupe consultatif d'experts de la comptabilité nationale. Pour 25 autres, la consultation était terminée et les résultats étaient maintenant analysés. Trois notes d'orientation faisaient actuellement l'objet d'une consultation mondiale et 13 autres suivraient dans les trois prochains mois. Ce processus devrait être achevé au début de 2023 et un ensemble complet de recommandations devrait être envoyé aux pays pour observations au cours du second semestre de 2023.

13. La rédaction du SCN 2025 commencerait au second semestre de 2022 par l'élaboration des grandes lignes des chapitres nouveaux et révisés. L'équipe de rédaction du SCN travaillerait en étroite collaboration avec l'équipe du Manuel de la balance des paiements et veillerait également à ce que les acteurs des statistiques des finances publiques, des comptes économiques de l'environnement et des statistiques monétaires et financières soient impliqués dans le processus de rédaction, selon qu'il conviendrait. La participation active des différents groupes d'utilisateurs était importante. Le projet complet du SCN 2025 serait envoyé aux pays pour observations en 2024, afin d'être présenté à la Commission de statistique de l'ONU pour approbation en mars 2025.

14. Le SCN 2025 aurait une version numérique et une version papier. Le format numérique a été très bien accueilli par les participants. L'un de ses avantages, qui devrait être examiné plus avant, était la possibilité d'ajouter des liens vers des exemples concrets ou des guides de compilation, afin d'aider les compilateurs à mieux comprendre les concepts présentés dans la partie centrale du manuel.

15. Le format numérique pourrait éventuellement permettre des mises à jour plus fréquentes mais, compte tenu de la quantité de travail que représente l'application des nouvelles lignes directrices, l'opportunité d'une mise à jour devrait être très soigneusement étudiée et il était même recommandé de s'abstenir d'en faire au moins pendant les premières années suivant la publication des nouveaux manuels. Il faudrait toutefois prendre en

considération les possibilités et la flexibilité qu’offrait le format numérique et les exploiter à l’avenir.

16. L’importance de tester les notes d’orientation a été soulignée et examinée au cours de la session. Certains pays l’avaient déjà fait pour certaines des nouvelles lignes directrices. Il serait très important d’impliquer davantage de pays dans l’expérimentation et la finalisation des nouvelles lignes directrices. Dans le même temps, les pays ont insisté sur l’utilité de partager les résultats des tests entre tous les acteurs. Tous les pays ont été invités à prendre part à cet effort commun.

## **B. Communication, mondialisation et transition numérique : faits nouveaux**

### **1. Communication**

17. Cette séance était présidée par Sanjiv Mahajan (Office for National Statistics du Royaume-Uni) et animée par Eric Metreau (Banque mondiale). Des exposés ont été présentés par l’Équipe spéciale de la communication, l’Office for National Statistics du Royaume-Uni, le Bureau d’analyse économique des États-Unis, Eurostat et le FMI.

18. Il était essentiel que les producteurs de statistiques économiques, de même que les utilisateurs, communiquent entre eux et se comprennent. La communication et les relations entre les producteurs et les utilisateurs des comptes nationaux constituaient l’objectif principal de l’Équipe spéciale de la communication.

19. Les utilisateurs n’avaient pas tous les mêmes besoins et les statistiques devaient être communiquées de différentes manières pour y répondre au mieux. Certains utilisateurs de comptes nationaux n’étaient intéressés que par la réception de données en temps réel. D’autres exigeaient des séries chronologiques longues et cohérentes et les révisions des données rétrospectives devaient être effectuées avec un préavis et des explications.

20. Les organismes nationaux de statistique avaient un large éventail d’utilisateurs et devaient améliorer l’efficacité de la communication – sa teneur et ses modalités. Il existait des éléments démontrant la nécessité d’améliorer l’efficacité de la communication des producteurs aux utilisateurs, par exemple les conclusions du Centre d’excellence des statistiques économiques du Royaume-Uni sur la compréhension de l’économie et des statistiques économiques par le public.

21. L’Équipe spéciale a élaboré trois notes d’orientation sur les thèmes suivants : comment mesurer l’alignement ; la terminologie et les acronymes ; la taxonomie. Les deux premières, y compris les résultats de la consultation mondiale dont elles faisaient l’objet, ont été présentées et examinées lors de la session. La consultation mondiale et d’autres discussions ont permis de recueillir un grand nombre de réactions riches et détaillées, exprimant un soutien ou un désaccord ou consistant à faire d’autres propositions. En particulier, les propositions relatives à la terminologie et à l’image de marque ont suscité de nombreuses observations. À cet égard, l’impact de la traduction des termes dans d’autres langues devrait également être pris en compte. Ce retour d’information, ainsi que les résultats appropriés des tests, seraient intégrés dans les versions révisées des notes d’orientation qui seraient soumises à l’approbation de la réunion conjointe Groupe consultatif d’experts de la comptabilité nationale/Comité des statistiques de la balance des paiements prévue en octobre 2022. Il convenait de noter qu’une autre note d’orientation mettant en évidence la prédominance des mesures nettes par rapport aux mesures brutes et l’utilisation de ces termes serait élaborée par l’Équipe spéciale.

22. Les exposés présentés par les États-Unis et le Royaume-Uni ont illustré différentes approches permettant de transmettre des questions et des messages statistiques à divers groupes d’utilisateurs. La communication de nouveaux produits, comme les indicateurs en temps réel, et de produits existants, ainsi que les questions liées à la qualité, ont également été abordées lors de la session. De nouveaux canaux venaient compléter ceux qui existaient déjà et étaient utilisés pour aider, comme les médias sociaux, YouTube, etc.

23. Bien qu'ils ne puissent pas traiter tous les aspects des connaissances des utilisateurs, les producteurs de statistiques devraient essayer de rendre les comptes nationaux plus accessibles que ceux-ci ne l'étaient ; par exemple, « la contribution des secteurs à l'économie » pourrait être plus compréhensible pour les utilisateurs qui n'étaient pas des experts que « la VAB aux prix courants évaluée aux prix de base ».

24. Les excellentes réponses apportées par les organismes nationaux de statistique et les banques centrales nationales à la crise de la COVID-19 avaient conduit à la mise au point de nombreux produits à la fois nouveaux et opportuns, mais elles avaient également posé des problèmes liés aux attentes des utilisateurs quant à la qualité des nouveaux indicateurs éclair par rapport aux statistiques officielles. Ce problème pourrait être résolu par une communication efficace sur la méthode et les limites des mesures, afin de minimiser les surprises et la publicité négative.

#### *Pôle des compilateurs et conférence des utilisateurs*

25. Le Pôle des compilateurs (Compilers' Hub) serait un outil clef et utile pour faciliter la mise en application et la communication des nouvelles normes. Le FMI réfléchissait à des prescriptions techniques plus détaillées et une première version devrait être publiée à la fin de l'année.

26. La conférence mondiale des utilisateurs (Global User Conference), portant sur les statistiques macroéconomiques (« Macroeconomic Statistics for the Future »), serait organisée à Bruxelles les 10 et 11 novembre. Elle donnerait l'occasion à des utilisateurs de haut niveau et à des directeurs d'organismes nationaux de statistique et de départements de statistiques du monde entier de participer à la mise à jour du SCN.

## **2. Mondialisation**

27. Cette séance était présidée par Michael Connolly (Central Statistics Office d'Irlande) et animée par Jennifer Ribarsky (FMI). Des exposés ont été présentés par l'Équipe spéciale de la mondialisation, Statistics Indonesia, le Central Statistics Office d'Irlande et l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique (INEGI) du Mexique.

28. La séance était subdivisée en deux parties. La première partie a consisté en un examen des travaux de l'Équipe spéciale, suivi de deux exposés de pays, qui avaient donné des exemples des recommandations de l'Équipe spéciale mettant en évidence les activités des entreprises multinationales (EMN).

29. Le programme de travail de l'Équipe spéciale était en grande partie achevé. Beaucoup avait été fait pour améliorer la présentation des données des EMN dans les comptes et isoler leur impact sur l'économie. La plupart des recommandations issues des notes d'orientation ont été largement saluées par les participants. Toutefois, certaines questions concernant le traitement recommandé de la résidence des fonds communs de créances (FCC), en particulier lorsque ceux-ci détenaient des actifs de propriété intellectuelle, ont été soulevées.

30. L'exposé de l'INEGI (Mexique) a illustré l'intérêt de suivre les recommandations du G.7 Global Value Chains, Trade in Value Added and Extended Supply and Use Tables (Chaînes de valeur mondiales, échanges en valeur ajoutée et tableaux étendus des ressources et des emplois). Il a été particulièrement instructif sur les possibilités offertes en matière d'analyse étendue des tableaux des ressources et des emplois, chaque secteur étant présenté en fonction de son intensité d'exportation, de sa taille et de sa structure patrimoniale. L'exposé de l'Indonésie a donné un exemple d'extension des comptes du secteur institutionnel, où les EMN et les autres entreprises étrangères étaient présentées séparément de l'activité des sociétés nationales dans le secteur des sociétés non financières (S.11).

31. La deuxième partie de la séance portait sur la note d'orientation G.9 – Recording of Marketing Assets (Enregistrement des actifs commerciaux). Un exposé du FMI a mis en évidence les difficultés à mesurer ces actifs et a fait le point sur les travaux en cours. La création d'une équipe spéciale a été examinée, les participants étant invités à envisager de se joindre à l'équipe et à contribuer aux travaux. En outre, deux ateliers virtuels sur le sujet seraient organisés les 28 et 30 juin (les pays intéressés pourront recevoir de plus amples

informations à l'adresse [sna-globalization@imf.org](mailto:sna-globalization@imf.org)). Les ateliers devraient permettre d'élaborer un questionnaire qui serait envoyé à tous les pays en septembre 2022.

32. L'exposé présenté par l'Irlande illustre le point de vue d'un comptable financier sur l'enregistrement des actifs commerciaux. Trois scénarios avaient été envisagés selon : i) que les actifs commerciaux découlaient d'une transaction commerciale ; ii) que les actifs étaient issus de la fusion d'entités ; ou iii) que les actifs pouvaient provenir de l'activité interne d'une entreprise. Dans le premier cas, la norme comptable internationale (IAS) 38 recommandait de comptabiliser ces actifs en se fondant sur le prix du marché pour les évaluer. Cependant, lorsque les actifs étaient créés en interne, la directive donnée aux comptables était de ne pas les comptabiliser et de tout simplement les passer en charges, c'est-à-dire de les traiter comme de la consommation intermédiaire. Les statisticiens avaient alors des difficultés à collecter ces données auprès des entreprises interrogées car les comptables ne les compilaient pas pour leurs propres besoins.

### 3. Transition numérique

33. Cette séance était présidée par Erich Strassner (Bureau d'analyse économique des États-Unis) et animée par John Verrinder (Eurostat). L'Équipe spéciale de la transition numérique, l'OCDE, l'Office for national statistics du Royaume-Uni et Statistics Netherlands ont apporté leurs contributions.

34. Le bouleversement de l'économie et de la société dû à la transition numérique, qui avait des effets généralisés sur le marché du travail, ainsi que la modification des modes de production et de consommation imposaient de donner une plus grande visibilité au numérique dans la prochaine mise à jour du SCN. Au cours de la séance, Eurostat a fait le point sur les travaux de l'Équipe spéciale portant sur les projets de recommandations dans plusieurs domaines de recherche importants, y compris l'enregistrement des données, le traitement de l'intelligence artificielle et de l'informatique en nuage, ainsi que l'enregistrement des services « gratuits ».

35. L'OCDE a exposé la définition conceptuelle et le cadre de mesure de l'enregistrement des données comme une nouvelle forme de produit de propriété intellectuelle et a abordé les méthodes d'estimation. L'Office for national statistics du Royaume-Uni a présenté une nouvelle enquête qui permettrait de mieux mesurer l'économie numérique, illustrant notamment la composition de l'enquête et le calendrier d'examen des résultats. Les Pays-Bas ont exposé les nouveaux tableaux des ressources et des emplois et les indicateurs macroéconomiques basés sur ces tableaux, tout en donnant un aperçu des avancées et des problèmes constatés ainsi que de la voie à suivre.

36. Les participants se sont félicités des contributions à la séance sur la transition numérique et sont convenus de la nécessité de continuer à avancer sur une série de points de l'ordre du jour relatifs à cette question. Il s'agissait à la fois des orientations conceptuelles et des approches pratiques de mesure, notamment en rapport avec l'enregistrement et l'évaluation des données dans les comptes nationaux et la production de comptes satellites de l'économie numérique. La complexité des problématiques continuait de remettre en question les cadres et méthodes de mesure en place. Cependant, un consensus s'est également dégagé sur le fait que la voie à suivre était toujours la bonne alors que l'objectif répété était la mise à jour du SCN 2025.

37. La séance a également permis de souligner la nécessité d'expérimenter et d'adopter de nouvelles approches pour produire des statistiques nouvelles et innovantes sur l'économie numérique et de saluer les efforts déployés au niveau national pour y parvenir grâce à de nouvelles enquêtes et collectes de données ainsi qu'à une nouvelle utilisation des données existantes. Il est apparu qu'il y avait des points communs dans les nouvelles approches sur la façon d'estimer les tableaux numériques des ressources et des emplois et les indicateurs macroéconomiques. Les pays ont été invités à participer et à contribuer aux discussions en cours dans le cadre du programme de recherche sur la transformation numérique et à poursuivre leur propre expérimentation sur les points de l'ordre du jour relatifs à cette question.

## C. Bien-être et durabilité

38. La séance était présidée par Jorrit Zwijnenburg (OCDE) et Catherine van Rompaey (Banque mondiale) et animée par John Mitchell (OCDE). Des exposés ont été présentés par l'Équipe spéciale du bien-être et de la durabilité, Statistique Canada, le Bureau d'analyse économique des États-Unis, le rédacteur en chef de la mise à jour du SCN, la Banque mondiale, Midsummer Analytics et MetricsForTheFuture.com.

39. La séance a essentiellement consisté à faire le point et à braquer les projecteurs sur certains sujets abordés par l'Équipe spéciale du bien-être et de la durabilité, à savoir : 1) les activités domestiques non rémunérées, 2) les soins de santé, 3) les questions économiques environnementales, et 4) l'élaboration d'un cadre élargi pour les questions relatives au bien-être et à la durabilité.

40. L'exposé présenté par l'Équipe spéciale a montré que l'on exigeait de plus en plus que soient mieux prises en compte les questions de bien-être et de durabilité dans le Système de comptabilité nationale. C'est pourquoi ces questions étaient l'une des priorités du programme de recherche relatif au SCN et qu'une équipe spéciale œuvrait à l'élaboration de notes d'orientation sur des sujets précis. Un travail important avait déjà été réalisé, plusieurs notes d'orientation ayant été soumises à une consultation mondiale au cours des derniers mois. Les autres notes d'orientation seraient publiées au cours de la période à venir et porteraient plus particulièrement sur les questions environnementales et économiques et sur l'élaboration du cadre élargi.

41. L'exposé sur les activités domestiques non rémunérées a présenté le travail effectué par Statistique Canada pour produire des estimations de la valeur économique de ces activités au Canada pour la période 2015-2019. Les résultats de la méthode de base ont été exposés, en soulignant également certains des principaux problèmes posés par la compilation. Il ressortait que ce type d'information était très important pour le débat sur le rendement économique inclusif et les inégalités dans la valeur économique attribuée aux groupes de population, aux emplois et aux activités dans la société.

42. L'exposé sur les comptes de la santé s'est concentré sur les activités du Bureau d'analyse économique des États-Unis visant à compiler une série de statistiques supplémentaires dans un compte satellite des soins de santé. L'objectif était de mieux mesurer l'évolution des dépenses et les prix des traitements et de donner aux décideurs, aux chercheurs et au public un nouvel éclairage pour comprendre l'économie des soins de santé. Dans ce compte satellite, les dépenses de santé étaient ventilées par maladie traitée (le cancer ou le diabète, par exemple) plutôt que par type de biens et de services achetés (consultations médicales, médicaments, etc.), qui étaient visés dans les tableaux classiques des ressources et des emplois.

43. L'exposé présenté sur la comptabilité environnementale et économique par le rédacteur en chef de la mise à jour du SCN 2008 a donné des informations sur les différents domaines de travail relatifs à la comptabilité environnementale et économique, portant sur des questions importantes telles que l'enregistrement des systèmes d'échange de droits d'émission, la comptabilisation des ressources biologiques et des ressources énergétiques renouvelables, la manière de déterminer la propriété économique des ressources naturelles et de comptabiliser leur épuisement, et l'évaluation des actifs minéraux et énergétiques en général. Les principales recommandations formulées sur chaque sujet ont été abordées. Les participants ont été informés qu'un grand nombre de ces notes d'orientation seraient bientôt soumises à une consultation mondiale et que des webinaires seraient spécialement organisés sur la comptabilisation des ressources biologiques et des ressources énergétiques renouvelables, étant donné la complexité de ces deux sujets.

44. La séance sur le cadre élargi comprenait un exposé présenté par la Banque mondiale et Midsummer Analytics sur le programme Changing Wealth of Nations de la Banque mondiale, ainsi qu'un exposé présenté par le propriétaire de MetricsForTheFuture.com (et auteur de « Replacing GDP by 2030 ») sur la meilleure approche permettant de fournir plus d'informations sur les questions de bien-être et de durabilité en rapport avec la mise à jour du SCN. Le premier exposé a montré comment les concepts traditionnels de richesse dans le SCN pouvaient ne pas se limiter au capital produit et aux avoirs extérieurs nets pour englober

un nombre croissant d'actifs naturels, calculés selon des méthodes novatrices, ainsi que les estimations du capital humain, ce qui constituait un outil complémentaire important pour l'analyse des politiques portant directement sur la durabilité. Le deuxième exposé a présenté le contexte historique des initiatives visant à mettre au point un cadre plus large, comprenant des éléments de bien-être et de durabilité, et a montré comment ce sujet pouvait être abordé sous de multiples angles. Y était également soulignée l'importance de garder un esprit ouvert concernant les futurs utilisateurs de ces informations (sans cibler uniquement les comptes nationaux traditionnels) et de réfléchir attentivement au texte explicatif du cadre élargi.

45. Les exposés et les débats qui ont suivi ont souligné l'importance et la grande pertinence des informations sur le bien-être et la durabilité pour les politiques. Ils ont également montré leur caractère multidimensionnel, les travaux portant sur des sujets relatifs aux soins de santé, à l'éducation et aux services non rémunérés, et abordant également les questions environnementales et économiques et les questions relatives à l'inégalité. Les exposés ont illustré certaines des recommandations figurant dans les notes d'orientation, et donné des exemples pratiques de pays compilant des résultats sur certains de ces sujets. En outre, ils ont montré comment ces informations pouvaient être présentées de manière cohérente et homogène, à côté des mesures macroéconomiques plus traditionnelles, dans un cadre élargi.

46. Une grande partie du travail avait déjà été effectuée, mais dans les mois à venir, de nouvelles notes d'orientation seraient soumises à une consultation mondiale. Pour deux d'entre elles, des webinaires seraient spécialement organisés afin d'expliquer les orientations de manière plus détaillée. Les participants étaient encouragés à prendre part aux webinaires et à contribuer aux consultations, car cela permettrait de savoir si les recommandations répondaient aux questions pertinentes et aux besoins des utilisateurs, et de connaître la faisabilité pratique des orientations proposées. En outre, les pays étaient invités à manifester leur intérêt pour des tests et une application précoce. Cela aiderait l'Équipe spéciale à évaluer les problèmes qui pouvaient se poser en matière de compilation et à affiner les recommandations, et permettrait aux pays d'adopter rapidement les nouvelles recommandations en bénéficiant de l'assistance technique de l'Équipe spéciale. S'ils avaient des questions à poser concernant les notes d'orientation ou souhaitaient participer aux tests menés et à l'application précoce de cesdites notes, les participants étaient invités à se mettre en rapport avec les Présidentes de l'Équipe spéciale (Catherine van Rompaey et Gabriela Saborio) ou son secrétariat (Jorrit Zwijnenburg, OCDE).

## D. Économie informelle

47. La séance était présidée par Thomas Alexander (FMI) et animée par Sanjiv Mahajan (Office for national statistics du Royaume-Uni) et avaient donné lieu à cinq exposés très intéressants portant sur les questions conceptuelles et pratiques relatives à l'économie informelle. Des exposés ont été présentés par l'Équipe spéciale de l'économie informelle, l'Institut national de statistique de l'Italie (ISTAT), Statistics Indonesia, l'INEGI du Mexique et l'OIT.

48. Les deux premiers exposés – sur le cadre de mesure de l'économie informelle en cours d'élaboration par l'OIT et sur le cadre en cours d'élaboration par l'Équipe spéciale de l'économie informelle du Groupe consultatif d'experts de la comptabilité nationale/Comité des statistiques de la balance des paiements – ont mis en évidence l'étroite collaboration qui existait entre ces deux domaines de travail en vue de promouvoir la cohérence. L'objectif était d'élaborer des cadres qui soient totalement cohérents. Il ressortait des exposés présentés qu'il y avait encore quelques questions en suspens, notamment en ce qui concernait les différences dans la terminologie utilisée d'un domaine à l'autre. Il était prévu de remédier à ces différences avant la finalisation des cadres. Si cela n'était pas le cas, il serait alors utile de mettre au moins en évidence les différences persistantes et de les expliquer dans les orientations finales, afin que les utilisateurs soient conscients de la manière dont les deux cadres différaient.

49. Il a également été souligné dans le débat qui a suivi que le cadre sur l'économie informelle n'était pas un outil permettant de prendre des mesures exhaustives. Les



orientations sur la mesure de l'économie non observée étaient bien établies et appliquées par les pays, par exemple à travers le Manuel de l'OCDE sur la mesure de l'économie non observée et l'approche tabulaire d'Eurostat sur l'exhaustivité. Même si l'économie non observée et l'économie informelle se recoupaient dans une large mesure, les deux concepts n'étaient pas identiques. Comme les ajustements pour exhaustivité étaient déjà bien appliqués, en particulier dans les pays de la CEE, certains des termes utilisés dans le cadre de l'économie non observée (économie souterraine, secteur informel) étaient déjà largement utilisés.

50. Les participants ont souligné l'importance de coordonner les définitions, la couverture des activités et les classifications liées aux cadres de l'économie non observée et de l'économie informelle. Il était essentiel que les différences et les liens soient expliqués afin d'éviter les confusions tant chez les producteurs que chez les utilisateurs des comptes nationaux. Il serait également utile de vérifier et d'expérimenter de manière générale la cohérence du cadre de l'économie informelle en expliquant clairement quels éléments étaient inclus et pourquoi.

51. En ce qui concernait l'expérimentation des directives de l'Équipe spéciale de l'économie informelle, la disponibilité de ressources pouvait être un obstacle majeur à la participation d'un plus grand nombre de pays. Lorsque les tests seraient entrepris, les informations y relatives devraient être largement partagées entre les pays afin de leur permettre de comprendre les questions qui avaient été soulevées lors des tests et en tenir compte lorsqu'ils commenceraient à appliquer le cadre. Il convenait de souligner une nouvelle fois que les cadres proposés n'étaient pas censés être « uniformes » et que les pays n'étaient pas nécessairement tenus de les appliquer dans leur intégralité. Les pays pourraient examiner les cadres pour déterminer les composantes qui étaient importantes pour eux et envisager leur application progressive.

52. Les participants ont également été informés de l'examen approfondi de la mesure de l'économie non observée et informelle réalisé par le Bureau de la Conférence des statisticiens européens (CES) et dirigé par l'INEGI du Mexique. Le Bureau soutenait sans réserve les travaux d'élaboration d'un cadre de mesure de l'économie informelle dans le contexte des mises à jour du SCN et du Manuel de la balance des paiements. Une fois le cadre adopté, il serait nécessaire de poursuivre les travaux pour faciliter son application dans les pays membres du CES. Le Groupe directeur de la comptabilité nationale de la CEE devrait se pencher sur la meilleure façon de recueillir, d'analyser et de partager les expériences des pays membres qui ont testé le cadre.

53. Les exemples de l'INEGI du Mexique et de Statistics Indonesia ont mis en évidence certains des problèmes posés par la mesure de l'économie informelle, en particulier les difficultés à collecter des informations sur la base des critères du SCN en raison de la nature des unités participant à l'économie informelle. Les informations sur les pratiques que les pays avaient expérimentées et les problèmes auxquels ils étaient confrontés devaient être largement partagées entre les compilateurs afin que ceux-ci puissent élaborer des méthodes et des procédures pour résoudre ces problèmes dans leur propre pays.

54. L'exposé présenté par l'ISTAT a porté sur la mesure de l'économie souterraine et la fraude à la TVA. Il s'agissait d'une question liée aux flux financiers illicites, lesquels pouvaient être recoupsés avec l'économie informelle, bien que les deux ne soient pas synonymes. Par conséquent, cette question était aussi abordée dans la note d'orientation sur l'économie informelle.

55. Les participants ont également souligné l'importance de la hiérarchisation des étapes à venir. De nombreux pays étaient conscients de la nécessité de mesurer l'économie informelle et les décideurs réclamaient ce type de statistiques. Toutefois, le manque de ressources était un problème majeur et mesurer l'économie informelle était un exercice qui exigeait beaucoup de données et de ressources. Par conséquent, à l'avenir, les aspects pratiques sur la façon dont les pays pouvaient répondre à la demande de statistiques sur l'économie informelle devaient également être traités.

## E. Questions diverses et travaux futurs

56. Les participants sont invités à continuer à prendre part au débat sur la mise à jour du SCN. Les observations et questions concernant tous les documents présentés et publiés sur le site Web de la réunion doivent être envoyés à la CEE ([national.accounts@un.org](mailto:national.accounts@un.org)), aux organisateurs des séances ou aux intervenants. Elles seront examinées dans le cadre de la mise à jour des notes d'orientation.

57. La prochaine réunion du Groupe d'experts de la comptabilité nationale sera organisée du 25 au 28 avril 2023. Compte tenu de l'importance qu'il y a à associer tous les pays aux discussions conceptuelles et pratiques concernant le processus de mise à jour du SCN, l'ordre du jour de la réunion sera axé sur les domaines prioritaires du programme de recherche relatif au SCN et notamment sur les résultats des tests de faisabilité et de l'application précoce des nouvelles recommandations par les pays. Les questions et les expériences propres aux pays qui sont liées aux faits nouveaux et crises de portée mondiale devraient également être abordées. Il a été proposé d'inscrire les sujets ci-après à l'ordre du jour :

- Suivi de la mise à jour du SCN et du Manuel de la balance des paiements ;
  - Tests et application précoce, plans de mise en œuvre ;
  - Changements de classification ;
- Mondialisation, transition numérique et communication ;
- Au-delà du PIB ;
- Économie informelle ;
- Questions particulières et expériences nationales.

58. En ce qui concerne le dernier point, un large éventail de sujets et de questions pourrait être envisagé, par exemple, la COVID-19, la finance durable, les changements géopolitiques, l'inflation élevée, les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, les chaînes de valeur mondiales et nationales désorganisées, l'innovation technologique, l'utilisation de nouvelles sources de données, la compilation de comptes satellites ou régionaux, les indicateurs à haute fréquence, les services de voyage, l'exploitation de la recherche-développement, etc.

59. En outre, la CEE et les organisations partenaires devraient envisager l'organisation d'ateliers (y compris virtuels) sur certaines notes d'orientation de la mise à jour du SCN, le partage de l'expérience acquise lors des tests et des applications précoces, l'élaboration du tableau numérique des ressources et des emplois, les services de voyage, la ventilation temporelle et territoriale. Dans le même temps, les participants ont souligné la nécessité d'organiser des ateliers de formation axés sur la mise en œuvre de la séquence complète des comptes du SCN 2008 et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements.

60. Les participants ont demandé au secrétariat de la CEE d'informer le Bureau de la Conférence des statisticiens européens des résultats de la session et d'assurer le suivi des travaux supplémentaires recommandés.

---